

AKTUELL

SOCIAL

Liberty Dudelange rattrapé par ses dettes

Fabien Grasser

L'usine Liberty Steel à Dudelange est à l'arrêt depuis plus de trois ans et accumule les dettes. L'entreprise doit plusieurs millions d'euros au fisc et à la Sécurité sociale, et fait face à des échéances de remboursement d'un prêt garanti par l'État. Pour 150 salarié-es toujours en poste dans l'établissement, l'incertitude grandit de jour en jour.

Les mois se suivent et se ressemblent presque chez Liberty Steel Dudelange. Après les péripéties sur le versement des salaires du mois d'août, c'est désormais l'accumulation de dettes qui assombrit encore un peu plus l'avenir de l'usine spécialisée dans la galvanisation. La société doit quelque quatre millions d'euros au fisc et à la Sécurité sociale, selon des informations du woxx. Elle fait également face à une échéance de prêt, fin octobre, auprès de la Spuerkeess, dont une partie au moins avait été garantie par l'État.

Liberty Dudelange fait en outre l'objet de relances répétées de fournisseurs qui n'ont pas été payés, ou seulement partiellement, indique une source interne. Une situation qui a entraîné l'arrêt des approvisionnements et la quasi-mise à l'arrêt de l'usine depuis le printemps 2021. Les 150 salarié-es toujours en poste sont dispensés de travail à mi-temps et effectuent des travaux d'entretien de l'outil de production le reste du temps. Leurs salaires avaient été versés avec régularité chaque mois jusqu'en août, où leur paiement a accusé trois semaines de retard. « C'était comme un contrat entre la direction et les salarié-es, mais désormais la confiance est rompue et les gens se demandent s'ils seront payés ce mois », constate Stefano Araujo, membre du bureau exécutif de l'OGBL.

Pour les salarié-es, l'incertitude est encore montée d'un cran ce 23 octobre, quand la délégation du personnel a été informée de l'envoi par l'Administration des contributions directes (ACD) de courriers recommandés au directeur du site, aux deux fondés de pouvoir et à l'ex-directeur financier pour leur rappeler leur responsabilité dans le « non-paiement volontaire » d'une partie des impôts 2023 et 2024 sur les traitements et salaires du personnel. Ce « bulletin d'appel en garantie » indique notamment qu'ils peuvent faire l'objet de saisies sur leurs propres salaires et biens personnels. Une menace qui a quelque peu semé la panique à la tête de l'établissement, rapportent des employé-es. Tout

comme son collègue de l'OGBL, Robert Fornieri, secrétaire général adjoint du LCGB, évoque « une situation catastrophique : les créanciers frappent à la porte et des poursuites en justice pourraient aboutir au placement en faillite de l'entreprise ». Tous deux disent désormais se préparer au pire.

Les contribuables vont-ils payer ?

La situation est d'autant plus sérieuse qu'un autre créancier, la Spuerkeess, exige un remboursement de prêt dans les tout prochains jours. Une partie au moins de ces sommes a été empruntée dans le cadre d'un prêt garanti par l'État à hauteur de 85 pour cent, un dispositif de sauvegarde adopté lors de la pandémie de Covid-19. De combien s'agit-il précisément ? Divers chiffres circulent, allant de 10 à 20 millions d'euros. Compétent sur le sujet, le ministère des Finances refuse d'en dire davantage, opposant « des raisons de confidentialité » qui l'empêchent de « fournir des détails sur une entreprise en particulier ». Au bout du compte, ce sont pourtant bien les contribuables qui pourraient en être de leur poche pour rembourser un prêt accordé à une entreprise dont on savait pourtant qu'elle était fragilisée à l'extrême. Mais sans cet apport, l'usine aurait probablement périclité, une situation dont Liberty a opportunément tiré profit. La multinationale est au bord de l'effondrement depuis la faillite de son bras financier, Greensill Capital, au printemps 2021. Dans cette affaire, le groupe dirigé par l'homme d'affaires britannique Sanjeev Gupta est soupçonné de fraude et de blanchiment d'argent.

De son côté, le ministère de l'Économie reconnaît être informé des déboires fiscaux de Liberty Dudelange, un dossier qu'il surveille comme le lait sur le feu. L'avenir de l'usine est devenu une question éminemment politique, alors que l'heure est à l'affirmation de la souveraineté industrielle nationale et plus largement européenne. Tant l'ACD que le Centre commun de la sécurité sociale, qui réclame le versement des cotisations sociales, pourraient donc être amenés à modérer leurs menaces à l'encontre de l'entreprise. Il en va de même de la Spuerkeess, dont l'actionnaire est l'État. Gouvernement comme syndicats espèrent toujours que le site trouvera un repreneur. Des négociations sont en cours avec plusieurs acteurs, mais celles-ci achoppent sur les exigences démesurées de Liberty, indique une source au fait du dossier.

SHORT NEWS

Inquiétude pour le droit de manifester

(fg) – Le droit de manifester est-il menacé par un projet de loi en cours d'élaboration par le gouvernement ? Amnesty International Luxembourg tire en tous cas la sonnette d'alarme, craignant que « ce projet puisse imposer de nouvelles restrictions à l'exercice du droit de manifester et soulever ainsi de sérieuses questions quant au respect des libertés fondamentales dans le pays », écrit l'ONG de défense des droits humains dans un communiqué. Prenant prétexte de dérapages mineurs survenus lors de protestations contre les mesures sanitaires en 2021, le gouvernement veut désormais soumettre les rassemblements à une autorisation préalable ou permettre les fouilles des personnes et véhicules en amont des manifestations. « Nous craignons que ces potentielles nouvelles dispositions, si elles sont adoptées, ne créent un climat de peur et de répression, où les citoyen-ne-s hésiteraient à faire entendre leur voix de peur de sanctions disproportionnées », alerte David Pereira, directeur général de l'antenne luxembourgeoise d'Amnesty. L'ONG, qui mène une campagne intitulée « Protect the Protest » au niveau mondial, demande au gouvernement d'associer étroitement la société civile à tout projet relatif sur le droit de manifester.

Le Luxembourg compte plus de 672.000 habitants

(ts) – Au 1^{er} janvier 2024, le Luxembourg comptait 672.050 habitant-es, soit 11.241 de plus qu'en 2023, selon le dernier rapport du Statec sur la démographie nationale. Cette augmentation de 1,7 pour cent est la plus basse de la dernière décennie. 47,3 pour cent possèdent une nationalité étrangère. L'année dernière, le pays a enregistré 6.320 naissances et 4.431 décès. Il comptait un peu plus d'hommes que de femmes (50,3 pour cent contre 49,7 pour cent), qui ont respectivement une espérance de vie moyenne de 81 et 85 ans. Depuis 1981, la population a augmenté de plus de 84 pour cent !

woxx@home

Wie am (Gold)Schnürchen

Die besten Arbeiter*innen sind meist die, die man erst richtig zu würdigen weiß, wenn sie weg sind: So fühlt sich der Abschied von Fabienne Wilhelmy für die woxx an. Wenn ihnen dieser Name nicht direkt etwas sagt, dann liegt das daran, dass ihre unverzichtbare Arbeit als Agenda-Koordinatorin meist im Schatten verlief. Denn Fabienne hat ihre Aufgaben nicht nur einwandfrei erledigt, sondern war vor allem auch so zuverlässig, dass der Rest des Teams sich Woche für Woche sorgenlos dem vorderen Teil der Zeitung widmen konnte. Mit dem Sprung in eine Goldschmiedeausbildung erfüllt sich Fabienne („Endlich“) einen Herzenswunsch und kehrt gleichzeitig zu ihren kreativen Wurzeln zurück. Dass der Karrierewechsel gelingen kann, hatte die studierte Kunsthistorikerin schon bewiesen, als sie im Januar 2019 von einer Stelle als Galeriemanagerin in die woxx wechselte – anfangs zwar nur, um die damalige Koordinatorin zu ersetzen, dann blieb sie jedoch fast sechs Jahre lang. Wir können nur von Glück reden: Denn mit ihr war der von woxx-Leser*innen so geschätzte Agenda-Teil bestens mit den neuesten Filmen, Konzerten, Ausstellungen und Events gefüllt. Auch unsere Instagram-Seite betreute sie eine Zeit lang kreativ. Dies, trotz persönlicher Herausforderungen und dem wöchentlichen Druck, alle Agenda-Seiten tadellos einzutippen. Wir haben keinerlei Zweifel daran, dass Fabienne der Karrierewechsel erneut gelingen wird, und wünschen ihr alles Gute in ihrer Ausbildung! Und was ihre Nachfolge angeht, keine Bange, liebe Leser*innen: Wie Sie sehen, ist auch diese Woche der Agenda-Teil prall gefüllt und die Nachfolgerin bereits bestens von Fabienne eingearbeitet ... Diese stellen wir Ihnen aber erst nächste Woche vor.